

## Il n'a ni le droit ni la légitimité ! A bas Macron et la V<sup>o</sup> République !

Macron meurt d'envie de nous infliger le report du droit à la retraite à 64 ans le plus vite possible, assorti par exemple de 43 annuités pour une retraite à taux plein. Il lui faut « fairequelque chose » avant la présidentielle.

Le pauvre : il devait rétablir une V<sup>o</sup> République forte et puissante, « jupitérienne », et après les Gilets jaunes et le mouvement de défense, justement, des retraites, le voilà affaibli, sans crédibilité, sans parti du président, avec près de 70% d'abstentions aux élections de juin, qui ont aussi affaibli celle qu'il voudrait comme partenaire au second tour, Marine Le Pen.

Et pendant ce temps, la quatrième vague de l'épidémie de Covid est bel et bien là. Macron et son appareil d'Etat n'ont cure de la santé publique. Ils ont appelé à ne pas mettre de masques, puis ils ont saboté les tests de masse, puis retardé la vaccination de masse, et les voilà maintenant qui dénoncent le « complotisme » des personnels soignants

*Devoir concéder de nouvelles précautions sanitaires massives au lieu de mettre l'âge de la retraite à 64 ans,  
le cauchemar de Macron !*

Il a convoqué les « partenaires sociaux » à une « réunion de travail » ce 6 juillet. L'intérêt des travailleurs aurait voulu que les dirigeants syndicaux, particulièrement ceux de la CGT et de FO, ne s'y rendent pas. Ce n'était ni une négociation ni rien. Uniquement une séance de légitimation de Macron, qui « va parler » d'ici au 14 juillet, mercredi prochain, dit-il. Refuser d'aller à ça, c'était favoriser les conditions de l'action contre les mesures qu'il rêve de mettre en œuvre et celles qu'il va annoncer, quelles qu'elles soient. La seule raison d'y aller, c'était de l'aider à agir et à tenir. Tel n'est pas la raison d'être de nos syndicats !

De « réunions de travail » en « sommets sociaux », Macron espère tenir jusqu'à la présidentielle en mettant en œuvre une ou plusieurs « réforme » contre les travailleurs, salariés, jeunes, chômeurs, retraités. Lui et tous les partisans de l'ordre social espèrent ainsi arriver à ce scrutin qui doit, pour eux, relancer les batteries de la V<sup>o</sup> République pour pouvoir taper plus fort encore – et les bons conseillers, du patronat aux dirigeants de la CFDT, expliquent à Macron que ses réformes sont nécessaires mais qu'avant les présidentielles, c'est dangereux – donc après, il faudra sévir : elles sont là pour ça !

**Celles et ceux d'en bas ne sont pas sur cette trajectoire.**

Ces **grévistes** des fonderies, en Bretagne et dans l'Aveyron, ceux de l'aluminium dans le Jura, ceux d'Aéroport de Paris, tous ceux qui veulent empêcher le licenciements **maintenant**.

Ces **jeunes bacheliers** récusés par Parcoursup veulent le droit aux études et à un avenir digne, maintenant.

Ces **Gilets jaunes** de Bassens qui reprennent les ronds-points refusent la précarité généralisée et veulent prendre leurs affaires en main, maintenant.

Les **militants syndicaux** attendent de l'intersyndicale CGT/FO/FSU/Solidaires qu'elle se reconstitue pour affronter Macron, **maintenant**.

**Macron va parler ? Ripostons tout de suite. Il n'a ni le droit ni la légitimité de casser nos retraites.  
Défense du droit à la retraite !**

**A bas Macron et la V<sup>o</sup> République !**

